

08/09/2015



## Le conflit armé au Baloutchistan et ses conséquences humanitaires

### Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf)], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

### 1. Bref rappel historique

Le conflit prévalant actuellement au Baloutchistan est considéré comme la **cinquième rébellion** des nationalistes baloutches dans leur lutte contre le gouvernement pakistanais.

Depuis 1947, l'armée pakistanaise a ainsi été confrontée à cinq rébellions successives au Baloutchistan : en 1948, en 1958, de 1962 à 1969, de 1973 à 1977, et depuis le début des années 2000.

Ces rébellions sont qualifiées par les nationalistes baloutches et leurs sympathisants de « *guerres de libération nationale* ». <sup>1</sup>

Depuis 2000, « *les nationalistes baloutches alimentent **une nouvelle rébellion dont l'ampleur, en termes de mobilisation et d'étendue géographique, est supérieure aux quatre précédentes*** ». En 2004, « *un nouveau front de guérilla s'est ouvert dans le district de Makran, région du Baloutchistan qui a vu l'opposition politique aux projets de développement économique formulés par le gouvernement central se métamorphoser en une insurrection armée* ». <sup>2</sup>

<sup>1</sup> BELLON Luc, « La ville de Quetta et la guérilla baloutche - Enjeux d'une violence politique urbaine », dans DORRONSORO Gilles *et al.*, *Identités et politique*, Presses de Sciences Po (FNSP), 2014.

<sup>2</sup> *Ibid.*

En 2005, les tensions entre le gouvernement fédéral et les Baloutches se sont accrues autour de plusieurs points : la souveraineté de la province, la construction de bases et de cantonnements militaires supplémentaires, le prix du gaz naturel produit dans la province, l'allocation des ressources naturelles, le développement du port de Gwadar, les migrations interprovinciales, et la protection des langues et des cultures locales.<sup>3</sup>

Cette année-là, les partis nationalistes baloutches ont présenté un programme de quinze points au gouvernement pakistanais. Leurs demandes incluaient notamment un plus grand contrôle des ressources naturelles de la province, et un moratoire sur la construction de nouvelles bases militaires.<sup>4</sup>

A l'époque, les autorités pakistanaises ont présenté le conflit comme la cause de l'avidité des **sardars**,<sup>5</sup> accusés de s'opposer au développement économique de la région pour préserver leur pouvoir, présenté comme le vestige dépassé d'un vieux système féodal.<sup>6</sup>

Le mécontentement des Baloutches a cru suite au viol en janvier 2005 d'une femme médecin, dans la petite ville de Sui (située aux confins du Sindh et du Pendjab, dans le district de Dera Bugti). L'officier de l'armée pakistanais soupçonné d'être l'auteur de ce viol n'a jamais été arrêté. Les efforts déployés par l'*establishment* militaire pakistanais pour enterrer cette affaire ont conduit les membres de la tribu des Bugtis à mener une série d'attaques contre les forces de sécurité. Selon Frédéric Grare,<sup>7</sup> ce viol a constitué « l'étincelle » à l'origine de « l'incendie qui a embrasé toute la région ».<sup>8</sup>

Décidé à « éradiquer le mouvement nationaliste baloutche », le général Pervez Musharraf, alors à la tête de l'Etat pakistanais, a accéléré l'arrestation de ses leaders avant même le déclenchement des hostilités. Réunie en septembre 2004, une commission parlementaire, composée notamment de membres de l'opposition baloutche, a proposé des recommandations devant servir de base à des négociations. En dépit de ces efforts, la dégradation de la situation s'est poursuivie. A cet égard, Frédéric Grare signale que « Pervez Musharraf a opté délibérément pour la confrontation », même quand un compromis avec **Nawab Akbar Khan Bugti**,<sup>9</sup> figure emblématique de la rébellion, semblait imminent.<sup>10</sup>

Particulièrement prégnant dans **les zones de peuplement bugti** (du fait de la présence d'importants gisements gaziers dans ces régions), ce regain de tensions a conduit Nawab Akbar Khan Bugti à rejoindre la guérilla dans les montagnes du district de Dera Bugti en 2005.<sup>11</sup>

Le 26 août 2006, Nawab Akbar Khan Bugti a été tué lors d'une offensive de l'armée pakistanaise. A l'origine d'une propagation du soulèvement et d'un **regain du sentiment nationaliste baloutche**, sa mort a été suivie d'émeutes dans la province. Redoutant de

---

<sup>3</sup> GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", *Carnegie Endowment for International Peace*, avril 2013. Pour de plus amples informations concernant les enjeux du conflit au Baloutchistan, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Enjeux et facteurs du conflit armé au Baloutchistan*, 08/09/2015.

<sup>4</sup> *Unrepresented Nations and Peoples Organization* (UNPO), "Briefing note: the plight of the Baloch", mars 2015.

<sup>5</sup> Au Baloutchistan, *Sardar* est un titre de noblesse décerné aux chefs de tribus baloutches.

<sup>6</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>7</sup> Chercheur associé à la *Fondation Carnegie Endowment for International Peace*, Frédéric Grare a écrit de nombreux articles sur les mouvements islamistes et les conflits sectaires en Afghanistan et au Pakistan. Un temps en poste à l'ambassade de France au Pakistan, Frédéric Grare a aussi été le directeur du *Centre for Social Sciences and Humanities* de New Delhi, de 1999 à 2003.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Nawab Akbar Khan Bugti était le *Tumandar* (chef tribal) de la tribu des Bugtis. Un temps gouverneur (1973-1974) puis Premier ministre (1989-1990) de la province du Baloutchistan, il s'est ensuite impliqué dans la lutte, notamment armée, pour une plus grande autonomie du Baloutchistan. Pour de plus amples informations concernant Nawab Akbar Khan Bugti, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Le Parti Républicain Baloutche (Baloch Republican Party) et la traque de ses militants*, 12/06/15.

<sup>10</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>11</sup> BELLON Luc, art.cit.

plus amples débordements, le gouvernement pakistanais a déployé des rangers et des forces paramilitaires dans certaines villes du Baloutchistan et **imposé un couvre-feu à Quetta**.<sup>12</sup>

## 2. Situation sécuritaire actuelle

La guérilla déclenchée au début des années 2000 constitue « *l'affrontement le plus intense* » ayant opposé l'Etat pakistanais aux partisans baloutches.<sup>13</sup>

En avril 2013, Frédéric Grare souligne que le Baloutchistan est à présent « *un chaudron bouillonnant que la violence, ethnique, sectaire, sécessionniste et militante, risque de faire déborder n'importe quand* », et où « *la loi et l'ordre continuent de se dégrader à un rythme alarmant* ». <sup>14</sup>

Cette situation résulte notamment de **la répression brutale exercée à partir de 2005** par les forces de sécurité pakistanaises contre le mouvement nationaliste baloutche. Toutes les structures sociales en mesure de contenir l'expansion du radicalisme ont été mises à mal par cette répression. Un vide de pouvoir est alors apparu, créant une situation potentiellement explosive dans une région située à proximité immédiate des provinces afghanes les plus vulnérables.<sup>15</sup>

Ni le départ de Pervez Musharraf (en 2008), ni les déclarations lénifiantes de ses successeurs, n'ont permis l'amorce d'une véritable solution politique. Comme préalable à toute négociation, les insurgés ont exigé la fin des opérations militaires pakistanaises dans la province et demandé que les agences de renseignements mettent fin à leurs exactions au Baloutchistan. Cependant, aucune de ces requêtes n'a été satisfaite.<sup>16</sup>

La répression des forces de sécurité pakistanaises à l'encontre des Baloutches a en outre **exacerbé les tensions ethniques**. Les insurgés baloutches ont alors commencé à attaquer des citoyens ordinaires venus d'autres régions du Pakistan, principalement des Punjabis.<sup>17</sup>

Dans un rapport paru en janvier 2015, *Human Rights Watch* (HRW) remarque que **la situation des droits de l'homme reste « effroyable » au Baloutchistan**. Malgré l'élection en mai 2013 d'un gouvernement civil (et la nomination de Nawaz Sharif comme Premier ministre du Pakistan), l'armée conserve la main mise sur les principales fonctions décisionnelles dans la province et empêche les médias et les ONG de couvrir les violences dans la région. Les disparitions impliquant des forces de sécurité continuent impunément.<sup>18</sup>

Selon HRW, les citoyens du Baloutchistan vivent dans « **une peur permanente** » et sont à la merci des services de sécurité, dont les pratiques indignes sont monnaie courante. Les enlèvements contre rançons continuent et les citoyens se résignent à payer pour retrouver leurs proches. Les ravisseurs ne sont quasiment jamais identifiés. Les minorités religieuses sont particulièrement vulnérables. Les organisations de la société civile ont cessé de travailler dans les zones les plus violentes de la province. Les femmes sont particulièrement exposées et font constamment l'objet d'intimidations de la part de groupes extrémistes. Ces organisations sectaires agissent impunément et estiment être

---

<sup>12</sup> BBC, "Unrest after Pakistan rebel death", 27/08/06.

<sup>13</sup> BELLON Luc, art.cit.

<sup>14</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Human Rights Watch* (HRW), "World Report 2015: Pakistan", 29/01/15.

en droit de mener des représailles contre l'Etat si les forces de sécurité entreprennent des actions pour stopper leurs activités terroristes.<sup>19</sup>

**Les actes terroristes continuent de faire des victimes parmi les civils et les belligérants** (militaires, membres des forces de sécurité, combattants issus de groupes armés).

Ainsi, selon *South Asia Terrorism Portal* (SATP), 607 personnes ont été tuées en 2014 au Baloutchistan dans des attaques terroristes (dont 301 civils, 223 militants, et 83 membres des forces de sécurité). En 2013, 960 personnes ont été tuées au Baloutchistan dans des attaques terroristes (dont 718 civils, 105 militants, et 137 membres des forces de sécurité).<sup>20</sup>

### 3. Les récentes évolutions du conflit

#### 3.1. Déplacement du conflit et changements sociologiques au sein de l'insurrection

Selon les sources consultées, la nature du conflit armé et celle de l'insurrection baloutche ont connu diverses évolutions récentes.

La « **géographie de la résistance** » s'est progressivement déplacée des régions rurales vers des zones urbaines, et du nord-est de la province en direction du sud-ouest. Parfois, elle déborde de son cadre ordinaire et atteint des villes telles que Karachi.<sup>21</sup>

A présent, de nombreux leaders nationalistes proviennent de **districts urbanisés** tels que Kech, Panjgur et Gwadar (et dans une moindre mesure des districts de Quetta, Khuzdar, Kharan, et Lasbela). Ils sont en relation avec Karachi et certaines villes des pays du Golfe, où les structures tribales sont inexistantes. Bien que la violence demeure présente dans toute la province, l'insurrection semble se concentrer prioritairement dans ces zones urbanisées.<sup>22</sup>

L'anthropologue Luc Bellon<sup>23</sup> signale que **la lutte armée baloutche est passée d'une guérilla rurale relativement isolée à un mouvement étalé sur l'ensemble du Baloutchistan ayant intégré Quetta**, la capitale de la province, au conflit.<sup>24</sup>

Depuis 2006, « **Quetta connaît une vague de violences sans précédent, allant de la destruction de biens publics (destruction de conduites de gaz, explosions sur les voies de chemin de fer, abattage de poteaux électriques ou de lampadaires, etc.) aux exécutions ciblées. La majorité des attentats ciblés sont attribués aux nationalistes baloutches. Les autres, moins nombreux mais plus meurtriers, sont perpétrés par des fondamentalistes religieux, le plus souvent contre la communauté chiite** ». <sup>25</sup>

La mort de Nawab Akbar Khan Bugti (en août 2006) et celle du chef de guerre Balaach Marri (leader de la *Balochistan Liberation Army* (BLA) tué en novembre 2007) ont marqué « un tournant majeur dans la guérilla qui multiplie désormais les opérations

---

<sup>19</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), "HRCP launches Balochistan fact-finding mission's report", 14/10/13. Pour de plus amples informations concernant les exactions commises aux Baloutchistan, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Exactions commises dans le cadre du conflit armé au Baloutchistan*, 08/09/2015.

<sup>20</sup> *Bolan Times*, "Pakistan: persistent crisis in Balochistan – Analysis", 22/01/15.

<sup>21</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>22</sup> *Ibid.* Pour de plus amples informations concernant le mouvement nationaliste baloutche et les groupes armés baloutches, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Les acteurs du conflit armé au Baloutchistan*, 08/09/2015.

<sup>23</sup> Luc Bellon est diplômé en anthropologie de l'EHESS.

<sup>24</sup> BELLON Luc, art.cit.

<sup>25</sup> *Ibid.*

urbaines, sous forme de campagnes de sensibilisation, mais aussi d'exécutions ciblées. Etant l'une des principales victimes des exécutions ciblées, la police n'a pas été en mesure de contrôler ou de prévenir ces attaques répétées ».<sup>26</sup>

En réponse à cette vague de violence urbaine, le gouvernement fédéral a ordonné « le déploiement dans la ville de Quetta d'un corps paramilitaire fédéral, le **Frontiers Corps (FC)**. On assiste donc à l'occupation de l'espace urbain par des troupes dotées d'un équipement militaire lourd (gilets pare-balles, casques, armes automatiques, grenades, mitrailleuses, mini-tanks, abris en sacs de sable, etc.). Les petits détachements sont postés à l'entrée de la ville, sur les routes principales et aux passages à niveau, autour des bâtiments administratifs et des cantonnements militaires, devant les résidences des représentants élus et des leaders politiques les plus importants, sur les campus universitaires et patrouillent sans cesse le long de Sariab Road. Située au sud de la ville et traversant les quartiers baloutches, **Sariab Road est devenue synonyme des quartiers baloutches et des bastions nationalistes de Quetta**. La mission officielle des FC est de prévenir tout fait d'arme : ils contrôlent l'identité des conducteurs et les véhicules, empêchent régulièrement des individus d'entrer dans la ville, et décrètent la fermeture d'institutions (dont des universités) ».<sup>27</sup>

Selon Luc Bellon, « la présence militaire ostentatoire dans Quetta et les mesures gouvernementales qui l'accompagnent ont attisé un climat d'insécurité extrêmement tendu parmi les citoyens, y compris chez ceux favorables à un accroissement de la protection dans les rues. En même temps qu'elle empêche manifestement des débordements de violence, la présence militaire incite des individus, qui n'étaient pas particulièrement politisés, à sympathiser avec les militants armés ».<sup>28</sup>

La nature des actes de violence a aussi changé. Tandis que **les attaques à la bombe ou à la roquette**, qui représentaient la majeure partie des attaques, connaissent une baisse sensible depuis 2006, **les exécutions ciblées** sont en constante hausse. Les victimes de ces assassinats sont généralement visées (par des individus circulant à moto ou en voiture et munis d'armes à feu ou de lance-grenades) quand elles se trouvent dans la rue, un rassemblement public ou un magasin.<sup>29</sup>

**Des changements sociologiques** dans le mouvement nationaliste sont aussi apparus récemment. Ces derniers trouvent leur origine dans l'évolution historique du mouvement, mais aussi dans la destruction des structures tribales dans les zones les plus rétives, notamment Dera Bugti et Kohlu, et dans l'implication grandissante de régions où les structures tribales ne sont pas dominantes. Ces facteurs ont conduit à un renforcement du nationalisme baloutche dans ces dernières régions et à la marginalisation progressive des *sardars*.<sup>30</sup>

Aujourd'hui, la plupart des leaders nationalistes baloutches sont, à l'exception notable des Bugtis et des Marris, issus de **la classe moyenne éduquée**. L'émergence de cette classe s'est faite au détriment des *sardars*, qui ont longtemps conservé le leadership du mouvement nationaliste.<sup>31</sup>

Malik Siraj Akbar, journaliste baloutche en exil aux Etats-Unis, remarque que le mouvement nationaliste baloutche implique désormais des femmes et des enfants, qui

---

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>31</sup> *Ibid.*

soutiennent les groupes armés baloutches en participant à des manifestations de protestation.<sup>32</sup>

### **3.2. L'essor de l'islamisme radical au Baloutchistan**

Selon Frédéric Grare, l'essor du radicalisme islamique au Baloutchistan suscite **d'inquiétants changements** au sein du mouvement nationaliste baloutche.

A l'inverse des régions pachtounes, les territoires baloutches sont restés, jusqu'à récemment, largement séculiers. A présent, un mouvement tel que *Tablighi Jamaat*<sup>33</sup> mène des activités en dehors des zones pachtounes. Le groupe armé *Lashkar-e-Janghvi* (LeJ) recrute désormais au sein de communautés baloutches. Cinq des principaux leaders de cette organisation au Baloutchistan seraient ainsi des Baloutches.<sup>34</sup>

Cet essor de l'islamisme radical est **le résultat d'une politique d'islamisation** initiée à partir des années 1970<sup>35</sup> par le gouvernement pakistanais, qui entendait soumettre les Baloutches en diluant leurs identités ethniques dans une identité musulmane commune à la plupart des communautés du Pakistan.<sup>36</sup>

Dans les années 2000, Pervez Musharraf a poursuivi la politique d'islamisation de son prédécesseur, Muhammad Zia-ul-Haq, en encourageant **la création de madrasas** au Baloutchistan afin de pénétrer plus profondément dans les zones de peuplement baloutches obstinément hostiles à l'influence des mollahs. Dans ces régions, la multiplication de nouvelles madrasas s'est faite aux dépens des écoles séculières. En conséquence, l'influence du clergé musulman a augmenté, provoquant ainsi la colère des nationalistes baloutches et pachtounes. A cet égard, Frédéric Grare indique que les nationalistes baloutches ont rejeté le processus d'islamisation moins en raison de son contenu idéologique que parce que ce processus était perçu comme un moyen d'isoler les Baloutches et de les soumettre à la domination fédérale.<sup>37</sup>

Nombre de nationalistes et d'intellectuels baloutches accusent l'Etat pakistanais de soutenir certains groupes extrémistes présents au Baloutchistan pour affaiblir les mouvements nationalistes baloutches. Selon un activiste politique basé à Gwadar, **des organisations caritatives liées à des groupes extrémistes interdits** ont ainsi pu œuvrer dans les régions baloutches dévastées par un séisme survenu en septembre 2013 (notamment dans le district d'Awaran, où se situait l'épicentre du séisme), alors même que le gouvernement interdisait à des ONG internationales réputées d'opérer dans ces zones pour venir en aide aux victimes du séisme.<sup>38</sup>

Selon Tushar Ranjan Mohanty, chercheur associé à SATP, la stratégie du gouvernement pakistanais, qui consistait en la création de groupes extrémistes pour **affaiblir l'insurrection baloutche**, a considérablement aggravé les problèmes tant au Nord

---

<sup>32</sup> *The World Post*, "The end of Pakistan's baloch insurgency ?", 03/11/14.

<sup>33</sup> *Tablighi Jamaat* (Association pour la prédication) est une société de prédication musulmane fondée en Inde à la fin des années 1920. L'activité missionnaire de ce mouvement s'est par la suite, en quelques décennies, développée à l'échelle du monde entier, via des branches décentralisées. Son objectif est de faire revivre leur foi aux musulmans du monde entier, dans le cadre d'une interprétation littéraliste de celle-ci.

<sup>34</sup> GRARE Frédéric, art.cit.

<sup>35</sup> Selon Frédéric Grare, une première tentative visant à marginaliser les Baloutches au sein de leur province a commencé en 1971 quand des régions pachtounes ont été intégrées à la province pakistanaise du Baloutchistan. A la fin des années 1970, le Baloutchistan est devenu un des « *deux points focaux de la politique d'islamisation* » lancée par Muhammad Zia-ul-Haq (le deuxième étant la *North-West Frontier Province*, aujourd'hui dénommé province de Khyber-Pakhtunkhwa), qui concevait celle-ci comme « *une arme contre l'insurrection baloutche* ».

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *The Friday Times*, "Fears grow in Balochistan", 04/01/15.



qu'au Sud du Baloutchistan, même si ces groupes sont plus actifs dans le Nord de la province.<sup>39</sup>

En janvier 2015, Zohra Yusuf, présidente de l'ONG *Human Rights Commission of Pakistan* (HRCP), a déclaré que « *l'essor de l'extrémisme au Baloutchistan* » est un phénomène « *très alarmant* ». <sup>40</sup>

#### 4. Incursions des forces de sécurité iraniennes en territoire pakistanais

Depuis le début de l'année 2015, les incursions menées par les forces de sécurité iraniennes dans la province pakistanaise du Baloutchistan constituent un autre facteur de déstabilisation.

Ces incursions surviennent généralement à la suite d'attaques menées dans la province iranienne du Sistan-Balochistan par des groupes armés baloutches. Ces derniers se livrent à une insurrection liées à des causes multiples : la marginalisation politique et économique de la région; des griefs religieux et ethniques formulés par les Baloutches, majoritairement sunnites, qui s'estiment marginalisés par la faute d'un gouvernement dominé par des Persans de confession chiite; la propagation d'idéologies sunnites extrémistes. <sup>41</sup>

D'aucuns soulignent que la province pakistanaise du Baloutchistan est devenue **un refuge pour les insurgés baloutches d'Iran** qui mènent des attaques dans la province du Sistan-Balochistan. Ces derniers mois, une augmentation des actions de groupes armés baloutches tels que *Jundallah* et *Jaysh al-Adl* (JAA) a conduit l'Iran, qui soupçonne le Pakistan de tolérer leur présence sur son territoire, à mener unilatéralement des raids au Pakistan contre leurs sanctuaires. <sup>42</sup>

Selon le journaliste baloutche Shahzada Zulfiqar, *Jundallah* est un ancien groupe de rebelles sunnites qui s'est scindé (après la mort de son leader, Abdul Malik Rigi, exécuté par les autorités iraniennes en 2010) en trois factions : *Jundallah*, *Jaysh al-Nasr* et *Jaysh al-Adl*. Par la suite, des éléments provenant des groupes *Jaysh al-Adl* et *Jundallah* se sont associés à des individus issus de communautés baloutches vivant près de la frontière iranienne dans la province pakistanaise du Baloutchistan) pour former *Lashkar-e Khurasan*. <sup>43</sup>

Dirigé par un ancien leader de *Jaysh al-Adl*, *Lashkar-e Khurasan* essaie d'asseoir sa domination dans les districts pakistanais situés le long de la frontière iranienne et s'efforce, selon le journaliste précité, de semer le trouble en Iran, à l'instar de certaines factions sunnites opérant en Syrie et en Irak. En 2014, ce groupe aurait menacé de mort des communautés hindoues et zikries vivant dans la province pakistanaise du Baloutchistan, pour les forcer à se convertir à l'islam sunnite. <sup>44</sup>

Le 6 avril 2015, huit officiers de la police aux frontières iraniens ont été tués dans une embuscade tendue par des membres du groupe *Jaysh al-Adl* (JAA). L'attaque est

---

<sup>39</sup> *Bolan Times*, 22/01/15, art.cit.

<sup>40</sup> *The Friday Times*, art.cit.

<sup>41</sup> *The Jamestown Foundation*, "Iran confronts intensifying insurgent offensive in Sistan-Balochistan province", 17/04/15.

<sup>42</sup> *Statfor.com*, "Balochistan: an overlooked conflict zone ?", 06/05/15.

<sup>43</sup> RFERL, "Shadowy factions spark Iran, Pakistan tensions", 21/10/14.

<sup>44</sup> *Ibid.* Pour de plus amples informations concernant les violences sectaires commises au Baloutchistan, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Exactions commises dans le cadre du conflit armé au Baloutchistan*, art.cit.

survenue dans la ville de Negur, située près de la frontière pakistanaise. Selon des sources officielles iraniennes, les assaillants se sont retirés au Pakistan après l'attaque.<sup>45</sup>

Cet évènement fait suite à une série d'attaques menées contre les forces iraniennes depuis que le gouvernement pakistanais a annoncé, en mars 2015, que plusieurs commandants des insurgés baloutches iraniens sont détenus à Quetta. Dès après cette annonce, l'Iran a demandé au Pakistan d'extrader ces détenus.<sup>46</sup>

Dans un entretien paru en septembre 2014, des activistes baloutches liés à l'ONG *Voice for Baloch Missing Persons* (VBMP)<sup>47</sup> soulignent que **les autorités iraniennes et pakistanaises travaillent de concert pour écraser le mouvement de libération baloutche**. Ainsi, les forces iraniennes ont arrêté Mohammad Younus Baloch. Cet activiste baloutche a été remis aux autorités pakistanaises, qui l'ont ensuite exécuté. De même, les forces pakistanaises ont arrêté Abdul Hamid Regi, qui a ensuite été remis aux autorités iraniennes, puis pendu.<sup>48</sup>

Les communautés pakistanaises vivant le long de la frontière iranienne subissent régulièrement les conséquences de ces incursions et offensives iraniennes.

En décembre 2014, des villageois installés le long de la *Goldsmith Line*, dans les districts de Panjgur et de Kech, ont affirmé que leurs villages ont subi des tirs de roquettes iraniens. Ces tirs ont causé des dizaines de blessés parmi les villageois en décembre 2014 et poussé de nombreuses familles à prendre fuite.<sup>49</sup>

En janvier 2015, dans le village de Zamuran (district de Kech), les habitants ont été contraints de s'enfermer chez eux en raison de tirs nourris de l'armée iranienne. Plus de 40 roquettes ont été tirées par les forces iraniennes dans les environs de ce village. Ces tirs ont détruit de nombreuses habitations et boutiques, et fait au moins 7 blessés.<sup>50</sup>

Ces incursions iraniennes provoquent régulièrement la colère des partis sunnites pakistanais, qui voient en ces raids une atteinte à la souveraineté du Pakistan. En janvier 2015, un ministre de la province du Baloutchistan a déclaré que son gouvernement allait adresser des protestations officielles concernant les dernières incursions des forces iraniennes en territoire pakistanais.<sup>51</sup>

## 5. Atteintes à la liberté d'expression et zones interdites d'accès

Le conflit prévalant au Baloutchistan et les atteintes aux droits de l'homme commises dans ce cadre constituent un sujet extrêmement sensible au Pakistan.

Les menaces et violences subies par les journalistes travaillant sur ces questions, l'existence de nombreuses zones interdites d'accès aux médias et aux ONG, et la censure gouvernementale, compliquent sensiblement le recueil de sources impartiales sur la situation du Baloutchistan.

---

<sup>45</sup> *The Jamestown Foundation*, art.cit.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Pour de plus amples informations concernant l'ONG *Voice for Baloch Missing Persons* (VBMP), voir notamment : OFPRA (DIDR), *Les acteurs du conflit armé au Baloutchistan*, art.cit.

<sup>48</sup> *The Diplomat*, "Baloch activists on violence in Balochistan and the struggle for self-determination", 25/09/14.

<sup>49</sup> A la fin du XIXème siècle, le colonisateur britannique a fracturé le Baloutchistan selon deux frontières qui perdurent à ce jour. La première, la ligne Goldsmith, sépare en 1871 l'Empire britannique des Indes et la Perse. La seconde, la ligne Mortimer-Durant, délimite en 1893 la frontière entre l'Empire britannique des Indes et l'Afghanistan; *Bolan Times*, "Pakistan and Iran have been involved in gross human rights abuses in Balochistan", 18/01/15.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*



Plusieurs faits récemment survenus illustrent les risques encourus par les observateurs désireux d'obtenir des informations indépendantes ou de débattre de la situation au Baloutchistan :

– en novembre 2014, quatre personnes travaillant dans une équipe de vaccinations anti-poliomyélite ont été tuées au Baloutchistan. A cet égard, l'UNPO<sup>52</sup> souligne que **les travailleurs œuvrant pour la paix et le développement sont constamment menacés au Baloutchistan** et rappelle que le gouvernement pakistanais continue d'interdire, officiellement pour des raisons de sécurité, aux agences humanitaires l'accès aux personnes déplacées au Baloutchistan.<sup>53</sup>

- en avril 2015, **Sabeen Mahmud, directrice du *The Second Floor***, « sorte de café philosophique qui réunit des intellectuels à Karachi », a été tuée peu après avoir organisé un débat sur la situation au Baloutchistan, auquel Mama Qadeer (fondateur de VBMP), a notamment participé. Ce meurtre a provoqué une onde de choc dans le pays, et de nombreuses manifestations en hommage à la victime, au point que le Premier ministre Nawaz Sharif a demandé l'ouverture d'une enquête approfondie. Diverses sources estiment que l'organisation d'un débat dédié à la situation au Baloutchistan est la cause de son assassinat, à l'instar de Mama Qadeer, selon qui : « *Au Pakistan, lorsque vous évoquez la question des droits de l'homme au Baloutchistan, vous êtes considéré comme un traître* ». <sup>54</sup>

- en septembre 2014, la présidente de l'ONG pakistanaise HRCP souligne que **plus de 30 journalistes ont été tués au Baloutchistan** lors de ces cinq dernières années, principalement dans le district de Khuzdar, mais aussi à Quetta.<sup>55</sup>

Dans un entretien paru en décembre 2014, le journaliste baloutche Malik Siraj Akbar (aujourd'hui en exil aux Etats-Unis) évoque les risques encourus par ses confrères au Baloutchistan : « *Le Baloutchistan est la plus vaste province du pays, mais c'est aussi celle qui bénéficie de la plus faible place dans les médias nationaux. Les éditeurs censurent les histoires transmises par leurs correspondants basés au Baloutchistan pour des raisons de « sécurité nationale ». Pour un reporter qui couvre le Baloutchistan, il est très frustrant de voir les éditeurs censurer la plupart de son travail, tant est si bien que le gouvernement n'a même plus besoin de confier ce travail de censure à des fonctionnaires [...] Le meurtre de journaliste est devenu une réalité cauchemardesque pour notre profession au Baloutchistan* ». <sup>56</sup>

- prévue le 9 avril 2015 à la LUMS (*Lahore University of Management Sciences*), **une conférence intitulée *Unsilencing Balochistan*** a été annulée la veille. Mama Qadeer (fondateur de VBMP), en sus de divers intellectuels pakistanais, comptait parmi les intervenants prévus.

---

<sup>52</sup> L'Organisation des nations et des peuples non représentés (*Unrepresented Nations and Peoples Organization*, UNPO) est une organisation internationale dont les membres sont des peuples autochtones, des minorités et des territoires non souverains ou occupés. Elle a été fondée en 1991 aux Pays-Bas par 15 peuples et nations non représentés dans le but de disposer d'un lieu d'échanges et de promouvoir au niveau international leurs droits et cultures, tout en participant à la résolution pacifique des conflits les affectant. L'UNPO a pour objectif de leur permettre de participer aux débats dans les organisations internationales. Certains de ses membres sont des gouvernements ou des agences gouvernementales d'États non reconnus (comme le gouvernement tibétain en exil). Actuellement l'UNPO compte 44 membres, dont le *Balochistan National Party* (BNP).

<sup>53</sup> UNPO, art.cit.

<sup>54</sup> *France TV*, « Droits de l'homme au Baloutchistan : le débat interdit au Pakistan », 30/04/15.

<sup>55</sup> *Dawn*, "Meanwhile, in Balochistan", 08/09/14.

<sup>56</sup> *The World Post*, "Why Pakistan is embarrassed to talk about Balochistan", 05/12/14.

Selon Phelim Kine, sous-directeur de la division Asie d'HRW, l'ISI<sup>57</sup> a ordonné cette annulation après avoir effectué une visite de l'université. L'ISI a justifié sa décision par le fait que la question des droits de l'homme au Baloutchistan est « *un sujet sensible* » et que cet évènement aurait pu être « *utilisé en vue de nuire au Pakistan* ». Phelim Kine estime en outre que « *L'ISI a agi comme si elle avait quelque chose à cacher [au Baloutchistan] car cela est précisément le cas* ». <sup>58</sup>

Zohra Yusuf, présidente de HRCP, souligne que « *Cet ordre d'annulation soulève diverses questions: pourquoi nos étudiants ne peuvent-ils pas discuter et échanger des points de vue sur la situation au Baloutchistan ? Cet évènement aurait-il été autorisé s'il s'était consacré à une autre région du pays ? Aurait-il été autorisé si Mama Qadeer n'avait pas été parmi les intervenants ?* ». <sup>59</sup>

Déplorant cette annulation, la FIDH et HRCP ont appelé les Nations unies à examiner la situation des droits de l'homme au Baloutchistan. Karim Lahidji, président de la FIDH, a notamment déclaré : « *Les autorités [pakistanaises] abusent de leur pouvoir afin de **réduire au silence la société civile** et empêcher les gens de parler des violations des droits de l'homme au Baloutchistan* ». <sup>60</sup>

## 6. Exode des populations

Le conflit armé au Baloutchistan a conduit de nombreux habitants à quitter leur région d'origine, pour s'établir ailleurs dans la province, dans d'autres provinces du Pakistan, ou en Afghanistan.

- les violences sectaires ont conduit de nombreux individus appartenant à des **minorités religieuses** à quitter le Baloutchistan. En octobre 2014, HRCP a estimé que lors de ces dix dernières années, plus de 200 000 personnes (issues de communautés chiites, hindoues, parsies et zikries) ont fui la province. <sup>61</sup>

- les exactions commises par certains groupes armés baloutches à **l'encontre des Punjabis** ont déclenché une émigration massive des membres de cette communauté. Nombre d'entre eux ont quitté les quartiers de Quetta à majorité baloutche (pour rejoindre le centre-ville ou d'autres zones pachtounes) ou ont quitté le Baloutchistan pour rallier une autre province du pays. <sup>62</sup>

- dans un article paru en décembre 2014, la journaliste espagnole Monica Bernabe évoque la situation des Baloutches ayant fui le Pakistan pour rallier la province afghane de Nimroz. Selon elle, plus de 1 000 Baloutches venus du Pakistan vivraient dans cette province, bien que les autorités locales nient la présence de ces réfugiés. Le gouverneur de la province de Nimroz a ainsi déclaré ne pas être au courant de l'existence de cette communauté et déclaré : « *Je suis sûr que certains baloutches afghans essaient de se faire passer pour des réfugiés du Pakistan pour obtenir une aide des ONG internationales* ». Selon la journaliste précitée, les réfugiés baloutches évitent d'être en

---

<sup>57</sup> L'*Inter-Services Intelligence* (ISI) est la plus importante des trois branches des services de renseignements du Pakistan. Elle dépend officiellement des forces armées pakistanaïses. Pour de plus amples informations concernant l'implication de l'ISI dans le conflit au Baloutchistan, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Les acteurs du conflit armé au Baloutchistan*, art.cit.

<sup>58</sup> *Daily O*, "Why does ISI fear an old man and a Baloch girl so much?", 12/04/15.

<sup>59</sup> *Human Rights Commission of Pakistan* (HRCP), "Pakistan: HRCP slams order to cancel Balochistan talk at LUMS", 10/04/15.

<sup>60</sup> *International Federation for Human Rights* (FIDH), "Pakistan: Government silences academics speaking about Balochistan", 14/04/15.

<sup>61</sup> *Dawn*, "HRCP reports exodus of minorities from Balochistan", 15/10/14.

<sup>62</sup> BELLON Luc, art.cit.

contact avec des fonctionnaires afghans et préfèrent s'adresser aux agences onusiennes présentes sur place.<sup>63</sup>

- **des milliers de Baloutches issus de la tribu des Bugtis** vivent actuellement dans des camps de déplacés situés au Baloutchistan et dans la province du Sind.

Ces personnes déplacées sont **originaires de Sui et de Dera Bugti**. A partir de mars 2005, l'armée est intervenue militairement à Dera Bugti, épice de la rébellion et région natal de Nawab Akbar Khan Bugti, ce qui a entraîné des déplacements de population massifs. Certaines sources estiment que près de **178 000 Bugtis** ont été déplacés depuis 2005.<sup>64</sup>

D'aucuns estiment que cet exode massif est le résultat d'une politique stratégique de déplacements forcés menée contre les habitants de Dera Bugti et de Sui par l'armée pakistanaise, qui a vidé ces zones en y lançant des opérations militaires et des bombardements aériens. Selon le site web *Bolan Times*, Dera Bugti et Sui sont depuis lors des « **No go areas** » pour les habitants bugtis de la région.<sup>65</sup>

Certains déplacés bugtis vivant aujourd'hui dans le Sind sont victimes d'exactions et de violences de la part de forces de sécurité pakistanaises. Ainsi, en avril 2015, l'armée pakistanaise, aux côtés des rangers et des services de renseignements, a mené des raids contre un camp (dont les résidents de ce camp sont des Baloutches de la tribu des Bugtis) situé à Kandhkot. Vingt personnes auraient été enlevées par les assaillants, notamment des femmes et des enfants.<sup>66</sup>

Jusqu'en février 2014, les autorités ont interdit aux déplacés de Dera Bugti de rentrer chez eux, au motif que la zone était dangereuse et que les membres de la tribu risquaient de rejoindre les insurgés. Cependant, à l'automne 2013, des centaines de familles dirigées par des chefs de la tribu Bugti sont allés à Islamabad pour y rencontrer des responsables du gouvernement. Cette rencontre a conduit à la signature d'un accord ayant permis à près de 3 100 déplacés de retourner à Dera Bugti en février 2014.<sup>67</sup>

Le 17 janvier 2014, quelques **18 000 déplacés** ont, en vertu de cet accord, entamé un voyage de 60 kilomètres (depuis la ville de Kashmore, dans la province du Sind) pour rentrer à Dera Bugti. Cependant, les forces de sécurité ont interrompu leur progression en les retenant à un poste de contrôle pendant deux semaines. Selon le témoignage d'un habitant de Dera Bugti ayant finalement pu rentrer chez lui, nombre de déplacés ont alors « *baissé les bras* » et renoncé à rentrer chez eux, tandis que certains ont été incarcérés après s'être disputés avec le personnel de sécurité : « *Nous leur avons dit que le gouvernement nous avait autorisés à rentrer, mais ils [les forces de sécurité] nous ont dit que ça leur était égal et qu'ils ne nous laisseraient pas passer* ». Les déplacés ont dû organiser un *sit-in* de deux semaines sur l'autoroute nationale pour que la Haute Cour du Baloutchistan consente à intervenir et ordonne aux forces de sécurité de laisser passer les déplacés à la condition que chacun d'entre eux s'inscrive auprès des autorités.<sup>68</sup>

Le gouvernement fédéral s'est engagé à fournir aux rapatriés de Dera Bugti des rations alimentaires et une aide au logement. Pourtant, une fois rentrés à Dera Bugti, les déplacés ont déclaré n'avoir reçu aucune aide. Ainsi, selon un responsable sanitaire du district, « *Aucun plan n'a été prévu pour ramener ces personnes chez elles [...]* Le besoin le plus immédiat concerne le logement, car la plupart des maisons des déplacés internes

---

<sup>63</sup> *Afghanistan Analysts Network*, "A pending issue: Pakistani Balochs seeking shelter in Afghanistan", 31/12/14.

<sup>64</sup> IRIN, « Au Pakistan, les Bugti rentrent chez eux après neuf années d'exil », 17/02/14.

<sup>65</sup> *Bolan Times*, "Bugti IDPs once again under siege by Pakistani army", 02/04/15.

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> IRIN, 17/02/14, art.cit.

<sup>68</sup> *Ibid.*

*ont été détruites* ». Aujourd'hui, les rapatriés se voient contraints de « *camper dans les rues près de l'ancien fort de Dera Bugti, dans les cours des maisons abandonnées, dans un cimetière, partout où ils trouvent de la place* ». <sup>69</sup>

## **7. L'amorce d'un dialogue politique ?**

Les élections législatives de mai 2013 ont abouti à la nomination de Nawaz Sharif au poste de Premier ministre et à celle du **Dr Abdul Malik, perçu comme un nationaliste baloutche modéré, au poste de Premier ministre de la province du Baloutchistan.**

Ces événements ont laissé croire à une éventuelle amorce de dialogue politique avec la rébellion au Baloutchistan.

Selon le journaliste baloutche Malik Siraj Akbar, la nomination d'un nationaliste baloutche modéré à la tête du gouvernement provincial a ainsi suscité de grands espoirs de changement au Baloutchistan. Cependant, loin de répondre à ces attentes, Nawaz Sharif et l'armée ont imposé, d'après la source précitée, « *un énorme fardeau* » au Dr Abdul Malik, en lui demandant de résoudre à lui seul le chaos au Baloutchistan. Dans le même temps, **le gouvernement fédéral a promulgué de nouvelles lois qui légalisent les disparitions forcées.** <sup>70</sup>

Malgré les menaces des groupes armés baloutches, qui ont fait pression sur les électeurs pour qu'ils n'aillent pas voter, ces derniers se sont rendus massivement aux urnes, tandis que plusieurs partis ayant boycotté les élections précédentes (en 2008) ont accepté de prendre part au scrutin de mai 2013. Dans un rapport paru en octobre 2013, HRCP souligne que la coalition gouvernementale issue de ce scrutin semble ainsi bénéficier d'un large soutien populaire qui pourrait permettre de venir à bout des maux qui ravagent la province depuis des années. <sup>71</sup>

D'autre part, HRCP signale que la quasi-totalité de ses interlocuteurs (rencontrés lors d'une FFM menée au Baloutchistan après le scrutin de mai 2013) considèrent la formation de ce gouvernement comme un signe d'espoir et une avancée qui pourrait mener à la cessation des violations des droits de l'homme dans la province. <sup>72</sup>

Toutefois, ces mêmes interlocuteurs affirment ne pas avoir noté de nombreux signes de changement concernant les méthodes employées par les forces de sécurité et les agences de renseignements, qui continuent de se livrer à des exactions. <sup>73</sup>

---

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> *The World Post*, "The Mass Graves of Balochistan", 21/08/14. Pour de plus amples informations à ce sujet, voir notamment : OFPRA (DIDR), *Exactions commises dans le cadre du conflit armé au Baloutchistan*, art.cit.

<sup>71</sup> *Human Rights Commission of Pakistan* (HRCP), 14/10/13, art.cit.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

(Les sites web mentionnés ci-dessous ont été consultés en juillet et août 2015)

### Documents DIDR

OFPRA (DIDR), *Le Parti Républicain Baloutche (Baloch Republican Party) et la traque de ses militants*, 12/06/2015.

OFPRA (DIDR), *Le conflit armé au Baloutchistan et ses conséquences humanitaires*, 08/09/2015.

OFPRA (DIDR), *Enjeux et facteurs du conflit armé au Baloutchistan*, 08/09/2015.

OFPRA (DIDR), *Les acteurs du conflit armé au Baloutchistan*, 08/09/2015.

### Rapports

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2015: Pakistan*, 29/01/2015.

<https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/pakistan>

### Articles scientifiques

GRARE Frédéric, "Balochistan: the state versus the nation", *Carnegie Endowment for International Peace*, avril 2013.

<http://carnegieendowment.org/2013/04/11/balochistan-state-versus-nation>

BELLON Luc, « La ville de Quetta et la guérilla baloutche - Enjeux d'une violence politique urbaine », dans DORRONSORO Gilles *et al.*, *Identités et politique*, Presses de Sciences Po (FNSP), 2014.

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=SCPO\\_DORRO\\_2014\\_01\\_0223](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_DORRO_2014_01_0223)

*Afghanistan Analysts Network*, "A pending issue: Pakistani Balochs seeking shelter in Afghanistan", 31/12/2014.

<https://www.afghanistan-analysts.org/a-pending-issue-pakistani-balochs-seeking-shelter-in-afghanistan/>

*The Jamestown Foundation*, "Iran confronts intensifying insurgent offensive in Sistan-Balochistan province", 17/04/2015.

[http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx\\_ttnews\[tt\\_news\]=43806&cHash=3474e29c8fa7fd91370548df5f46208a#.VajizGM08vU](http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx_ttnews[tt_news]=43806&cHash=3474e29c8fa7fd91370548df5f46208a#.VajizGM08vU)

### Communiqués de presse

*Human Rights Commission of Pakistan (HRCP)*, "HRCP launches Balochistan fact-finding mission's report", 14/10/2013.

<http://hrcp-web.org/hrcpweb/hrcp-launches-balochistan-fact-finding-missions-report/>

*Human Rights Commission of Pakistan (HRCP)*, "Pakistan: HRCP slams order to cancel Balochistan talk at LUMS", 10/04/2015.

<http://hrcp-web.org/hrcpweb/hrcp-slams-order-to-cancel-balochistan-talk-at-lums/>

*International Federation for Human Rights (FIDH)*, "Pakistan: Government silences academics speaking about Balochistan", 14/04/2015.

<https://www.fidh.org/International-Federation-for-Human-Rights/asia/pakistan/pakistan-government-silences-academics-speaking-about-balochistan>

*Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO)*, "Briefing note: the plight of the Baloch", mars 2015.

<http://unpo.org/downloads/1288.pdf>

## **Médias**

*BBC*, "Unrest after Pakistan rebel death", 27/08/2006.

[http://news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/5290194.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/5290194.stm)

*IRIN*, « Au Pakistan, les Bugti rentrent chez eux après neuf années d'exil », 17/02/2014.

<http://www.irinnews.org/fr/report/99660/au-pakistan-les-bugti-rentrent-chez-eux-apr%C3%A8s-neuf-ann%C3%A9es-d-exil>

*The World Post*, "The Mass Graves of Balochistan", 21/08/2014.

[http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/the-mass-graves-of-baloch\\_b\\_5696642.html](http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/the-mass-graves-of-baloch_b_5696642.html)

*Dawn*, "Meanwhile, in Balochistan", 08/09/2014.

<http://www.dawn.com/news/1130477>

*The Diplomat*, "Baloch activists on violence in Balochistan and the struggle for self-determination", 25/09/2014.

<http://thediplomat.com/2014/09/interview-baloch-activists/>

*Dawn*, "HRCP reports exodus of minorities from Balochistan ", 15/10/2014.

<http://www.pakistantoday.com.pk/2014/10/15/national/hrcp-reports-exodus-of-minorities-from-balochistan/>

*RFERL*, "Shadowy factions spark Iran, Pakistan tensions", 21/10/2014.

<http://gandhara.rferl.org/content/pakistan-iran-sistan-balochistan/26648452.html>

*The World Post*, "The end of Pakistan's baloch insurgency ?", 03/11/2014.

[http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/the-end-of-pakistans-balo\\_b\\_6090920.html](http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/the-end-of-pakistans-balo_b_6090920.html)

*The World Post*, "Why Pakistan is embarrassed to talk about Balochistan", 05/12/2014.

[http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/why-pakistan-is-embarrass\\_b\\_4937159.html](http://www.huffingtonpost.com/malik-siraj-akbar/why-pakistan-is-embarrass_b_4937159.html)

*The Friday Times*, "Fears grow in Balochistan", 04/01/2015.

<http://www.thefridaytimes.com/tft/fears-grow-in-balochistan/>

*Bolan Times*, "Pakistan and iran have been involved in gross human rights abuses in Balochistan", 18/01/2015.

<http://www.bolantimes.com/pakistan-and-iran-have-been-involved-in-gross-human-rights-abuses-in%E2%80%AA-balochistan/>

*Bolan Times*, "Pakistan: persistent crisis in Balochistan – Analysis", 22/01/2015.

<http://www.eurasiareview.com/19012015-pakistan-persistent-crisis-balochistan-analysis/>



*Bolan Times*, "Bugti IDPs once again under siege by Pakistani army", 02/04/2015.  
<http://www.bolantimes.com/bugti-idps-once-again-under-siege-by-pakistani-army/>

*Daily O*, "Why does ISI fear an old man and a Baloch girl so much ?", 12/04/2015.  
<http://www.dailyo.in/politics/baloch-pakistan-army-farzana-majeed-lahore-university-punjab/story/1/3102.html>

*France TV*, « Droits de l'homme au Baloutchistan : le débat interdit au Pakistan », 30/04/2015.  
<http://geopolis.francetvinfo.fr/droits-de-lhomme-au-baloutchistan-des-intellectuels-pakistanaais-cibles-60337>